

## **Projet de Convention environnementale relatives aux pneus usés pour la Région de Région de Bruxelles-Capitale**

Vu l'Ordonnance du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale du 7 mars 1991 relative à la prévention et à la gestion des déchets ;

Vu l'Ordonnance du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale du 29 avril 2004 relative aux conventions environnementales ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2002 instaurant une obligation de reprise de certains déchets en vue de leur valorisation ou de leur élimination

Vu la convention environnementale du 12 décembre 2002 relative à l'exécution de l'obligation de reprise en matière de pneus usés ;

Vu que, conformément à l'Ordonnance du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale du 29 avril 2004 relatif aux conventions environnementales, le projet de convention environnementale a fait l'objet d'une consultation publique et d'une publication au Moniteur belge en date du ...;

Vu la décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du [date] portant approbation de la présente convention environnementale;

Considérant qu'il est indiqué, en matière de pneus usés se libérant sur le marché belge, de maintenir une politique interrégionale harmonisée relative à l'obligation de reprise;

Considérant que les producteurs, les distributeurs et les détaillants ainsi que l'organisme de gestion sont tenus de respecter, dans l'exécution de la présente convention environnementale, les législations et réglementations s'appliquant à eux, comprenant de manière non limitative à celles concernant l'environnement, la fiscalité, la sécurité sociale et la concurrence.

### **CECI ETANT DIT, LES PARTIES SUIVANTES :**

1° La Région de Bruxelles-Capitale,  
représentée par Monsieur C. PICQUE, Ministre-Président, et par Madame E. HUYTEBROECK,  
Ministre de l'Environnement.

ci-après dénommée "la Région";

Et

2° Les organisations suivantes :

- l'a.s.b.l. FEDERAUTO, la Confédération belge du Commerce et de la Réparation automobiles et des Secteurs connexes sise à 1140 Bruxelles, avenue Jules Bordet, 164 ;  
ici représentée par Monsieur Freddy Van Hoe, président au nom de :
- GDA, Groupement des Distributeurs et Agents de Marques Automobiles sise à 1140 Bruxelles, avenue Jules Bordet, 164 ; ici représenté par Monsieur Carl Veys, président,
- le Groupement des négociants en Véhicules d'Occasion sise à 1140 Bruxelles, avenue Jules Bordet, 164 ; ici représenté par Monsieur Alexandre Leemans, président,

- REPARAUTO, le Groupement des Entreprises de Réparation Automobile sise à 1140 Bruxelles, avenue Jules Bordet, 164 ; ici représenté par Monsieur Eric Geentjens, président,
  - le Groupement des Spécialistes du Pneu sise à 1140 Bruxelles, avenue Jules Bordet, 164 ; ici représenté par Monsieur Réginald Delmarche, président,
  - le Groupement des Stations-Service sise à 1140 Bruxelles, avenue Jules Bordet, 164 ; ici représenté par Monsieur Franck Pirotte, président;
  - FEDERMOTO, le Groupement des Distributeurs de Motos sise à 1140 Bruxelles, avenue Jules Bordet, 164 ; ici représenté par Monsieur Guido Brenders, président
- l'a.s.b.l. Fédération du Matériel pour l'Automobile, affilié à l'a.s.b.l. FEDERAUTO, sise à 1140 Bruxelles, avenue Jules Bordet, 164 ; ici représentée par Monsieur Leon Nelissen, président, au nom de :
- Groupement des Distributeurs nationaux et régionaux des Matériaux pour l'Automobile sise à 1140 Bruxelles, avenue Jules Bordet, 164 ; ici représentée par Monsieur Leon Nelissen, président;
  - l'a.s.b.l. SIGMA, Groupement des Représentants Généraux de Matériels pour les Travaux Publics et Privés, le Bâtiment et la Manutention, affilié à l'a.s.b.l. FEDERAUTO, sise à 1140 Bruxelles, avenue Jules Bordet, 164 ; ici représentée par Monsieur Luc Smeets, président;
  - l'a.s.b.l. AGRIMADIS, Groupement des Représentants Généraux du Matériel Agricole, Horticole et de Jardinage, affilié à l'a.s.b.l. FEDERAUTO, sise à 1140 Bruxelles, avenue Jules Bordet, 164 ; ici représentée par Monsieur Jozef Vervaet, président;
  - l'a.s.b.l. VEREMABEL, Groupement des Vendeurs-Réparateurs de Tracteurs et Machines agricoles de Belgique, affilié à l'a.s.b.l. FEDERAUTO sise à 1140 Bruxelles, avenue Jules Bordet, 164 ; ici représentée par Monsieur Joost Merckx, président;
- l'a.s.b.l. FEBIAC, la fédération belge de l'Industrie de l'Automobile et du Cycle la Confédération sise à 1200 Bruxelles, Boulevard de la Woluwe 46 ; ici représentée par Monsieur Pierre-Alain De Smedt, président ;

Ci-après ensemble désignés « les parties » ;

## **CONVIENNENT CE QUI SUIT :**

### **Chapitre 1 : Dispositions générales**

#### **Art. 1 Cadre juridique**

La présente convention environnementale fixe le mode de mise en exécution de l'obligation de reprise des pneus usés conformément du chapitre IV de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2002 instaurant une obligation de reprise de certains déchets en vue de leur valorisation ou de leur élimination.

La présente convention environnementale est contraignante pour les parties précitées ainsi que pour les producteurs/importateurs, distributeurs et détaillants qui sont soumis à l'obligation de reprise des pneus usés et qui, soit sont membres des organisations signataires de la présente convention environnementale et, à cette fin, leur ont donné un mandat, soit ne sont pas membres d'une de ces organisations mais ont conclu un contrat d'adhésion avec l'organisme de gestion. Une liste des producteurs/importateurs, distributeurs et détaillants qui sont liés par la présente convention environnementale est mise à la disposition de l'IBGE.

## Art.2 Définitions et notions

§1 Les notions et définitions mentionnées dans l'ordonnance du Conseil de la Région de Bruxelles -Capitale du 7 mars 1991 relative à la prévention et à la gestion des déchets et l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2002 instaurant une obligation de reprise de certains déchets en vue de leur valorisation ou de leur élimination ou celui qui le remplace, sont d'application à la présente convention environnementale sans préjudice aux définitions complémentaires y décrites.

§2 En vue de l'application de la présente convention environnementale, l'on entend par :

1. Plan de gestion : un document comprenant au moins les parties suivantes :
  - Un plan de prévention;
  - Un aperçu des actions à destination des entreprises, intermédiaires et utilisateurs;
  - Un aperçu des actions relatives à la collecte et au traitement des pneus usés;
  - Un plan financier;
  - Les critères d'homologation des opérateurs;
  - Une méthode de suivi.
2. Réemploi : le réemploi d'un pneu au stade de déchet dans le même but ou dans un but similaire au but auquel il était destiné à l'origine et ce sans rechapage ou autre modification physique ou chimique.
3. Préparation en vue du réemploi: toute opération de contrôle, de nettoyage ou de réparation en vue de la valorisation, par laquelle des pneus usagés qui sont devenus des déchets sont préparés de manière à être réutilisés sans autre opération de prétraitement.
4. Pneu : tout pneu en caoutchouc, pneumatique ou plein, en ce compris les bandages et à l'exception de pneus de vélo
5. Pneu réutilisable : le pneu qui satisfait aux normes légales visant son utilisation d'origine et qui est revendu ou cédé par l'intermédiaire d'un circuit destiné à poursuivre l'utilisation du pneu pour l'usage pour lequel il était conçu et sans modification physique ou chimique.
6. Pneu usé : tout pneu qui n'est pas ou plus possible d'utiliser conformément à sa destination initiale et dont le détenteur se défait, a l'intention ou l'obligation de se défaire. Il s'agit aussi bien de pneu rechapable que de pneu valorisable.
7. Pneu rechapable : un pneu usé qui dans l'état où il se trouve, après avoir été démonté, ne peut plus être réutilisé et dont la bande de roulement peut être remplacée pour qu'il soit réaffecté à son utilisation d'origine.
8. Pneu valorisable : un pneu usé qui dans l'état où il se trouve, après avoir été démonté, ne peut plus être réutilisé et qui n'est pas rechapable.

9. Opérateur : toute personne physique ou morale disposant des autorisations et agréments légaux requis dans le cadre de l'exercice de sa prestation de service pour son propre compte ou pour le compte des tiers.
10. Opérateur homologué: tout opérateur à qui l'organisme de gestion a délivré une homologation ou une certification lui permettant de prêter des services rémunérés ou non, pour son propre compte ou pour le compte des tiers, à la demande de l'organisme de gestion dans le cadre de l'exécution de la convention environnementale et qui a conclu le contrat type relatif à son activité.
11. Collecteur : tout opérateur homologué dont l'activité consiste à collecter des pneus usés auprès de points de collecte enregistrés.
12. Point de collecte enregistré: un point de vente adhérent au système de collecte mis en place par l'organisme de gestion, soit un utilisateur enregistré, soit un lieu où les pneus usés peuvent être déposés et dont l'exploitant moyennant un contrat d'adhésion adhère au système de collecte mis en place par l'organisme de gestion
13. Trieur : tout opérateur homologué dont l'activité consiste à trier les pneus usés en vue de leur réemploi, rechapage et recyclage ou d'autres types de valorisation.
14. Entreprise de pré-traitement : tout opérateur homologué et autorisé par les autorités conformément à la réglementation dont l'activité consiste à traiter les pneus usés valorisables afin de permettre leur utilisation, soit dans un processus industriel, soit en tant que combustible de substitution (valorisation énergétique). Est considérée comme entreprise de pré-traitement, toute entreprise produisant du granulat ou du broyat.
15. Entreprise de traitement : tout opérateur homologué ou agréé par l'organisme de gestion et autorisé par les autorités conformément à la réglementation dont l'activité consiste dans la valorisation des pneus usés non réutilisables, après pré-traitement ou non, soit afin de permettre leur utilisation dans un processus industriel, soit comme combustible de substitution (valorisation énergétique), soit comme carcasse destinée au rechapage et qui a conclu le contrat type relatif à son activité.
16. L'Institut : L'Institut Bruxellois pour la Gestion de l'Environnement ou Bruxelles-Environnement.

### Art. 3 Objectifs

- §1 Les dispositions suivantes s'appliquent au traitement des pneus usés collectés en application de l'obligation de reprise :
- 1° tous les pneus usés présentés, sont collectés avec un maximum de 100% du nombre de pneus neufs mis sur le marché par les producteurs qui ont signé un contrat d'adhésion avec l'organisme de gestion ;
  - 2° la première opération après collecte consistera en un tri entre pneus réutilisables et non réutilisables;
  - 3° le pourcentage total de réutilisation par le trieur, de rechapage et de recyclage des pneus collectés s'élève à 55% au moins ;
  - 4° les autres pneus collectés devront être traités avec valorisation énergétique;
  - 5° l'élimination de pneus usés est interdite.

Nonobstant les 100% mentionnés au point 1° ci-dessus, un taux de collecte de minimum 85% des pneus mis sur le marché belge par les producteurs/importateurs adhérents à l'organisme de gestion devra être atteint. Si ce taux n'est pas atteint l'organisme de gestion

établira un rapport à l'intention des trois Régions expliquant les raisons pour lesquelles ce seuil n'a pas été atteint et proposant des mesures permettant d'atteindre cet objectif.

§2 Pour atteindre au mieux ces objectifs, l'organisme de gestion conclura avec les opérateurs homologués d'une part, des conventions de collecte et de tri des pneus usés et d'autre part, des conventions de prétraitement et traitement de pneus usés. Il n'est pas interdit que l'organisme de gestion conclue ces deux conventions avec le même opérateur homologué. Dans ce contexte, l'organisme de gestion élaborera des incitants adéquats en vue d'atteindre les objectifs.

§3 L'organisme de gestion effectuera une étude en concertation avec Bruxelles Environnement - IBGE permettant l'estimation exacte des résultats et du potentiel de rechapage. L'organisme de gestion met en place un système de monitoring qui permet d'enregistrer la quantité de pneus collectée par des opérateurs non homologués en vue du rechapage. Les résultats doivent pouvoir être évalués.

§4 L'organisme de gestion fera évaluer en concertation avec Bruxelles Environnement - IBGE l'impact environnementale des techniques de traitement y compris l'aspect logistique.

#### Art. 4 Champ d'application

Cette convention environnementale est d'application à tous les pneus du marché de remplacement et aux pneus de première monte à l'exception des pneus qui font partie d'un véhicule défini dans l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 septembre 2001 relatif à l'agrément des exploitants de centres d'élimination de véhicules hors d'usage habilités à délivrer un certificat de destruction et aux conditions d'exploitation desdits centres, et pour lesquels l'obligation de reprise doit être exécutée par le producteur du véhicule.

### **Chapitre 2 : Prévention : sécurité et environnement**

#### Art. 5 Prévention

L'organisme de gestion et les producteurs et importateurs individuels prendront les initiatives nécessaires en matière de prévention qualitative et quantitative en vue de réduire les nuisances environnementales sans porter atteinte à la sécurité. Ceci sera réalisé entre autres par le biais de l'information aux utilisateurs.

Ces initiatives ont notamment pour objectif de contribuer à :

- l'utilisation durable des pneus par les utilisateurs;
- la prolongation de la durée de vie des pneus;
- la réduction de l'émission de CO2 par l'utilisation adéquate du pneu;
- initiatives dans le domaine de la prévention qualitative telles que la composition du pneu et sa résistance à l'usure;
- l'information sur les pneus rechapés: compte tenu du grand intérêt environnemental du rechapage en matière d'économie de ressources naturelles et d'énergies nécessaires à la fabrication, l'organisme de gestion et les producteurs et importateurs individuels, s'engagent à prendre des mesures visant à informer le grand public sur les avantages et alternatives qui existent en vue d'acquiescer des pneus rechapés.

#### Art. 6 Plan de prévention

§1 Afin d'atteindre les objectifs de prévention visés à l'article 5, l'organisme de gestion rédigera un plan de prévention. Ce dernier comportera au moins :

- une liste des actions prévues par l'organisme de gestion afin de favoriser la prévention quantitative et qualitative;

- une liste des actions individuelles prévues par les producteurs et importateurs qui ont signé le contrat d'adhésion de l'organisme de gestion, en vue de favoriser la prévention quantitative et qualitative;
  - des indicateurs des activités prévues en fonction de l'évaluation des efforts et/ou des résultats.
- §2 Six mois après la signature de la présente convention environnementale, l'organisme de gestion soumettra un plan de prévention pour approbation à Bruxelles Environnement - IBGE.
- §3 L'organisme de gestion rapporte annuellement sur l'exécution du plan de prévention. Le plan de prévention sera évalué annuellement par rapport aux indicateurs et aux résultats, si nécessaire, mis à jour chaque année en concertation avec Bruxelles Environnement - IBGE.

### Chapitre 3 : Collecte sélective et tri

#### Art. 7 Collecte des pneus usés chez les producteurs et importateurs, distributeurs et détaillants

- §1 Les distributeurs et détaillants s'engagent à reprendre gratuitement tous les pneus usés présentés par des particuliers même lorsque ces derniers n'achètent pas de pneu neuf. Dans ce dernier cas de figure, l'engagement se limite à quatre pneus par ménage.
- §2 Les pneus usés repris par les producteurs et importateurs, distributeurs et détaillants en exécution de l'obligation de reprise seront collectés suivant un des modes suivants :
- les détaillants peuvent remettre les pneus au distributeur de pneus neufs;
  - les producteurs et importateurs, distributeurs et les détaillants peuvent faire collecter les pneus usés par un collecteur. La liste des collecteurs peut être consultée sur le site Internet de l'organisme de gestion ;
  - les producteurs et importateurs, distributeurs et détaillants peuvent apporter les pneus usés à une entreprise de traitement disposant d'un permis et agréée ou homologuée par l'organisme de gestion.
- §3 L'organisme de gestion rédige un plan de collecte régissant les modalités pratiques de collecte pratiques. Ce plan est soumis pour approbation à Bruxelles Environnement - IBGE.
- §4 L'organisme de gestion rédigera un contrat type pour la collecte et le tri des pneus usés qui permettra au minimum d'atteindre les objectifs dans cette convention environnementale.
- §5 Les points de collecte enregistrés s'engagent à ne livrer les pneus valorisables à ou à les faire collecter que par des opérateurs homologués et à rapporter à l'organisation de gestion les quantités de pneus évacués par des opérateurs non homologués en vue de rechapage.

#### Art. 8 Collecte de pneus usés auprès des personnes morales de droit public

- §1 Conformément à l'article 7 §1 les producteurs et importateurs, distributeurs et détaillants veilleront à ce que le réseau de collecte ait une couverture géographique suffisante sans avoir recours aux parcs à conteneurs des personnes morales de droit public.
- §2 Lorsque des personnes morales de droit public souhaitent faire collecter des pneus usés à charge de l'organisme de gestion, elles devront conclure une convention avec ce dernier. La liste des collecteurs peut être consultée sur le site Internet de l'organisme de gestion.

§3 L'organisme de gestion rédigera une convention type avec les personnes morales de droit public et consultera à ce titre les fédérations des autorités locales. Celle-ci régira notamment les modalités de collecte pratiques en vue du traitement.

#### Art. 9 Tri

Tous les pneus usés collectés devront être triés en vue de leur réemploi et leur rechapage. A cette fin, l'organisme de gestion conclura des accords avec des opérateurs.

### **Chapitre 4 : Prétraitement et traitement des pneus usés**

#### Art. 10 Traitement

Les pneus usés valorisables conformément à l'article 2, § 2, point 7 de la présente convention environnementale seront traités en vue d'atteindre les objectifs tels que stipulés à l'article 3. A cette fin, l'organisme de gestion conclura des accords avec des opérateurs. Dans ce contexte, l'organisme de gestion élaborera des incitants adéquats en vue d'atteindre les objectifs.

#### Art. 11 Contrat type

L'organisme de gestion soumettra les contrats types de prétraitement et traitement à l'approbation de Bruxelles Environnement - IBGE. Ces contrats types devront au minimum comprendre des dispositions permettant d'atteindre les objectifs de la présente convention environnementale.

### **Chapitre 5 : Sensibilisation**

#### Art. 12

L'organisme de gestion veillera à la sensibilisation des utilisateurs concernant la collecte et le traitement des pneus usés en exécution de la présente convention environnementale et conformément au plan de prévention. Toute campagne d'information générale que l'organisme de gestion souhaiterait mener devra être soumise à l'approbation préalable de Bruxelles Environnement - IBGE.

#### Art. 13

Le détaillant doit apposer visiblement dans chaque point de vente un avis intitulé « OBLIGATION DE REPRISE » indiquant comment il remplit les dispositions de la présente convention environnementale et comment l'acheteur peut se défaire de son pneu usé. Le consommateur sera également informé à ce propos en cas de vente hors d'un espace de vente. Le matériel de sensibilisation que l'organisme de gestion mettra à disposition, est soumis à l'avis préalable de Bruxelles Environnement - IBGE.

### **Chapitre 6 : Financement**

#### Art. 14 Contribution environnementale

§1 Les producteurs qui ont conclu un contrat d'adhésion avec l'organisme de gestion paieront à titre de financement des activités de l'organisme de gestion, une contribution environnementale par pneu à l'organisme de gestion lors de la mise sur le marché belge dudit pneu. Cette contribution environnementale peut différer selon le type de pneu.

§2 En ce qui concerne les pneus de premier montage qui tombent dans le champ d'application de cette convention environnementale, les obligations qui découlent du chapitre IV de

l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2002 instaurant une obligation de reprise de certains déchets en vue de leur valorisation ou de leur élimination, entrent en vigueur à partir du 1<sup>er</sup> mai 2009.

§3 L'organisme de gestion fixera le montant des différentes contributions environnementales compte tenu des frais de collecte et de traitement et plus généralement de ses obligations en exécution de cette convention environnementale. Les montants des contributions environnementales doivent être soumis pour avis à Bruxelles Environnement - IBGE. Les montants sont révisables annuellement.

§4 Les producteurs/importateurs, les distributeurs et les détaillants s'engagent à ne pas vendre de pneus sur le marché belge pour lesquels il n'a pas été acquitté de contribution environnementale ou pour lesquels il ne peut pas être apporté de preuve de l'existence d'un système de reprise fermée. Cette clause figurera dans la convention d'adhésion à l'organisme de gestion.

§5 Les contributions environnementales avec mention des montants seront toujours indiquées séparément sur la facture, par pneu et par type de pneu.

#### Art. 15 Plan financier

§1 L'organisme de gestion soumettra pour avis à Bruxelles Environnement - IBGE au plus tard six mois après la signature de la convention environnementale un plan financier pour la durée de ladite convention. Ce plan comprendra le calcul des contributions environnementales et les justifiera.

§2 L'organisme de gestion soumettra pour avis l'actualisation du plan pour l'année civile suivante avant le 1<sup>er</sup> octobre.

### **Chapitre 7 : Rapportage**

#### Art. 16 Missions de rapportage de l'organisme de gestion

§1 Annuellement, avant le 1<sup>er</sup> juillet, l'organisme de gestion mettra les données suivantes relatives à l'année civile précédente à la disposition de Bruxelles Environnement - IBGE:

- 1° la quantité totale de pneus, exprimée en kilogramme, sortes et unités, mise sur le marché dans la Région de Bruxelles-Capitale;
- 2° la quantité totale de pneus usés, y compris ceux susceptibles d'être réutilisés, exprimée en kilogramme et sortes, collectée dans le cadre de l'application de l'obligation de reprise ;
- 3° les établissements où les pneus usés sont traités et les modes de traitement;
- 4° la quantité totale de pneus usés exprimée en kilogramme :
  - a) triée en vue d'être réutilisée ;
  - b) rechapée;
  - c) utilisée pour le recyclage des matériaux;
  - d) valorisée énergétiquement.

§2 L'organisme de gestion rapportera également annuellement avant le 1<sup>er</sup> juillet :

- 1° L'explication des résultats
- 2° Le plan de prévention (cf. art 6)
- 3° Le mode de collecte et de traitement, y compris la liste des collecteurs et entreprises de traitement ;
- 4° La gestion financière ;
- 5° Toutes les autres mesures du plan de gestion.

## Art. 17

Les distributeurs et les détaillants de pneus mettront annuellement avant le 31 janvier de chaque année à la disposition de l'organisme de gestion, les données relatives à la quantité et les sortes de pneus collectés qui ont été évacués par des opérateurs non homologués en vue de leur rechapage, au cours de l'année civile précédente.

## Art. 18 Rapportage financier

§1 L'organisme de gestion et Bruxelles Environnement - IBGE désigneront ensemble la société de contrôle chargée de vérifier les comptes de l'organisme de gestion et les données mentionnées à l'article 16 §2 4° afin de s'assurer que les flux financiers auront été utilisés conformément aux objectifs de la présente convention environnementale. Annuellement, la société de contrôle fera un rapport écrit à l'organisme de gestion et à Bruxelles Environnement - IBGE.

§2 Bruxelles Environnement - IBGE peut demander toute information complémentaire qu'il estime nécessaire dans le cadre du contrôle afin de s'assurer que les flux financiers correspondent aux missions de l'organisme de gestion.

## Art. 19

Les conditions de rapportage sont les suivantes :

- 1° les statistiques fournies à Bruxelles Environnement - IBGE dans le cadre de l'obligation de reprise seront certifiées par un organisme de contrôle indépendant ;
- 2° les statistiques des collecteurs et des entreprises de traitement transmises à l'organisme de gestion ou au producteur/importateur dans le cadre de l'obligation de reprise seront certifiées par un organisme de contrôle indépendant ;
- 3° les statistiques transmises à l'organisme de gestion par les producteurs et importateurs dans le cadre de l'obligation de reprise seront certifiées par un organisme de contrôle indépendant. L'organisme de gestion ou tout tiers qu'il aura désigné peut se charger de cette mission à condition que les membres soient contrôlés au moins une fois tous les trois ans et que l'organisme de gestion rapporte annuellement cette action et ses résultats à Bruxelles Environnement - IBGE ;

## Art. 20 Informations

L'organisme de gestion mettra en permanence les renseignements suivants à la disposition de Bruxelles Environnement - IBGE par le biais de son site Internet :

- 1° La liste des producteurs/importateurs qui ont conclu un contrat d'adhésion avec l'organisme de gestion ;
- 2° La liste des points de collecte enregistrés
- 3° La liste des collecteurs et des entreprises de tri et de pré-traitement avec lesquelles l'organisme de gestion a conclu une convention ;
- 4° La liste des entreprises de prétraitement et de traitement homologuées ou agréées auxquelles est confié le traitement des pneus usés repris dans le cadre de la présente convention environnementale.

## Art. 21 Confidentialité des données

Si les parties le jugent nécessaire, un système peut être élaboré qui garantit la confidentialité des données.

## **Chapitre 8 : Missions et responsabilités du secteur**

### Art. 22 Missions et responsabilités des organisations

- §1 Les organisations créent ensemble avec les producteurs et importateurs un organisme de gestion sous la forme d'une association sans but lucratif conformément à la loi du 27 juin 1921 accordant la personnalité morale aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique.
- §2 Les organisations et les producteurs et importateurs affiliés à l'organisme de gestion veilleront ensemble à garantir le fonctionnement de l'organisme de gestion afin d'observer le respect des dispositions de la présente convention environnementale.

### Art. 23 Missions et responsabilités des producteurs et importateurs

- §1 Les producteurs et importateurs créent ensemble avec les organisations un organisme de gestion sous la forme d'une association sans but lucratif conformément à la loi du 27 juin 1921 accordant la personnalité morale aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique.
- §2 Les producteurs et importateurs concluent un contrat d'adhésion avec l'organisme de gestion. L'organisme de gestion établit à cet effet une convention-type.
- §3 Les producteurs et importateurs affiliés à l'organisme de gestion veilleront ensemble avec les organisations à garantir le fonctionnement de l'organisme de gestion afin d'observer le respect des dispositions de la présente convention environnementale.
- §4 Les producteurs et importateurs assument la responsabilité du financement de l'organisme de gestion.
- §5 Les producteurs et importateurs prendront des initiatives de prévention en vue de réduire les nuisances environnementales sans porter atteinte à la sécurité et en informeront l'organisme de gestion en exécution des dispositions du chapitre prévention de la présente convention environnementale.
- §6 Les producteurs et importateurs acquitteront une contribution environnementale par pneu à l'organisme de gestion lors de la mise sur le marché belge dudit pneu. Les producteurs et importateurs s'engagent à ne pas commercialiser de pneus sur le marché belge pour lesquels il n'aura pas été acquitté de contribution environnementale ou l'existence d'un système de reprise fermée ne pourra pas être démontrée.
- §7 La contribution environnementale est mentionnée séparément sur la facture conformément à l'article 14 §5.
- §8 Conformément à l'art. 7 §5, les producteurs et importateurs s'engagent à ne livrer les pneus valorisables à ou à les faire collecter que par des opérateurs homologués et à rapporter à l'organisation de gestion les quantités de pneus évacués par des opérateurs non homologués en vue de rechapage.

#### Art. 24 Missions et responsabilités des détaillants

- §1 Les détaillants s'engagent à reprendre gratuitement les pneus usés présentés par des particuliers conformément aux conditions stipulées à l'article 7 §1.
- §2 Les détaillants de pneus mettront annuellement, avant le 31 janvier de chaque années toutes les données rapportées à disposition de l'organisme de gestion conformément à l'article 17.
- §3 Les détaillants participeront à la sensibilisation conformément aux dispositions relatives à la sensibilisation (cf. article 12 et 13) de la présente convention environnementale.
- §4 Conformément à l'art. 7 §5, les détaillants s'engagent à ne livrer les pneus valorisables à ou à les faire collecter que par des opérateurs homologués et à rapporter à l'organisation de gestion les quantités de pneus évacués par des opérateurs non homologués en vue de rechapage.
- §5 La contribution environnementale telle que définie à l'article 14 est appliquée lors du montage d'un pneu neuf sauf lorsque le client apporte la preuve que ladite contribution environnementale a déjà été acquittée. Le montant perçu sera reversé à l'organisme de gestion conformément aux dispositions de l'article 14 .
- §6 Les détaillants mentionnent la contribution environnementale séparément sur la facture conformément à l'article 14 §5.

#### Art. 25 Missions et responsabilités des distributeurs

- §1 Les distributeurs s'engagent à reprendre gratuitement les pneus usés présentés par des particuliers conformément aux conditions stipulées à l'article 7 §1.
- §2 Les distributeurs de pneus mettront annuellement avant le 31 janvier de chaque année toutes les données rapportées à disposition de l'organisme de gestion conformément à l'article 17.
- §3 Les distributeurs participeront à la sensibilisation conformément aux dispositions de l'article 12 et 13 de la présente convention environnementale.
- §4 Conformément à l'art. 7 §5, les distributeurs s'engagent à ne livrer les pneus valorisables à ou à les faire collecter que par des opérateurs homologués et à rapporter à l'organisation de gestion les quantités de pneus évacués par des opérateurs non homologués en vue de rechapage.
- §5 La contribution environnementale telle que définie à l'article 14 est appliquée lors du montage d'un pneu neuf sauf lorsque le client apporte la preuve que ladite contribution environnementale a déjà été acquittée. Le montant perçu sera reversé à l'organisme de gestion conformément aux dispositions de l'article 14.
- §6 Les distributeurs mentionnent la contribution environnementale séparément sur la facture conformément à l'article 14 §5.

## Chapitre 9 : Missions de l'organisme de gestion

### Art. 26

L'organisme de gestion assumera toutes les tâches de gestion indispensables à la mise en application de la convention environnementale, notamment :

- 1° Les initiatives en matière de prévention;
- 2° La sensibilisation conformément à l'article 12 ;
- 3° La gestion de la collecte des pneus usés ;
- 4° La gestion du traitement des pneus usés ;
- 5° Le respect des obligations d'information à Bruxelles Environnement - IBGE et aux acteurs impliqués dans la mise en application de la présente convention environnementale ;
- 6° La mise en place d'un système de contrôle de la provenance des pneus usés avec les distributeurs et les opérateurs ;
- 7° La surveillance des résultats et de la mise en application des autres dispositions de la présente convention environnementale ;
- 8° Le rapportage à Bruxelles Environnement - IBGE conformément au chapitre 7 de la présente convention environnementale;
- 9° Les études mentionnées dans l'article 3 §1, §3. et §4.

### Art. 27

L'organisme de gestion vise à la plus grande harmonisation possible en matière de procédures administratives et logistiques

### Art. 28 Plan de gestion

L'organisme de gestion déposera au plus tard six mois après la signature de la convention environnementale un plan de gestion pour la durée de ladite convention environnementale à l'approbation de Bruxelles Environnement - IBGE où il indiquera comment il mettra en application les dispositions de la convention environnementale. Le plan de gestion comportera au minimum les modalités d'exécution des dispositions à l'article 26. Annuellement, avant le 1<sup>er</sup> octobre, l'organisme de gestion déposera pour approbation l'actualisation pour l'année civile suivante.

### Art. 29 Plan financier

L'organisme de gestion déposera au plus tard six mois après la signature de la convention environnementale un plan financier, y compris le calcul des contributions éventuelles, pour la durée de ladite convention environnementale à l'avis de Bruxelles Environnement - IBGE. Annuellement, avant le 1<sup>er</sup> octobre, l'organisme de gestion soumettra à l'avis de Bruxelles Environnement - IBGE l'actualisation pour l'année civile suivante.

### Art. 30 Conventions types

L'organisme de gestion soumettra à l'accord de Bruxelles Environnement - IBGE toutes les conventions types en exécution de la présente convention environnementale au plus tard six mois après signature de cette dernière. Toute modification à une convention type sera approuvée au préalable par Bruxelles Environnement - IBGE.

### Art. 31 Conseil d'Administration

Bruxelles Environnement - IBGE jouera, au nom de la Région, le rôle d'observateur au Conseil d'Administration et à l'Assemblée générale de l'organisme de gestion. A cet effet, il sera invité en temps utile à participer aux réunions que l'organisme de gestion organisera et en recevra le

rapport. Au moins un représentant de la distribution siège dans le Conseil d'administration de l'organisme de gestion.

#### Art. 32 Concertation

Aux fins de l'exécution de la présente convention environnementale, l'organisme de gestion se concertera avec les organisations représentant les détaillants ou les distributeurs ou les autorités locales ou les collecteurs ou les entreprises de traitement en fonction du sujet. L'organisme de gestion se concertera à la demande de Bruxelles Environnement - IBGE ou à la demande des organisations représentant les autres acteurs concernés avec ces organisations représentant les acteurs concernés.

#### Art. 33 Adhésion

§1 L'organisme de gestion ne pourra en aucun cas refuser l'adhésion d'une entreprise soumise à l'obligation de reprise visée dans la présente convention environnementale. L'organisme de gestion pourra déroger à cette obligation pour motif grave après approbation de Bruxelles Environnement - IBGE.

§2 L'organisme de gestion soumettra la convention d'adhésion pour avis à Bruxelles Environnement - IBGE .

### **Chapitre 10 : Engagements de la Région de Bruxelles-Capitale**

#### Art. 34

La Région de Bruxelles-Capitale consultera les autres autorités régionales pour que, dans la mesure du possible, la réglementation relative à l'obligation de reprise des pneus usés entre en vigueur de manière harmonisée dans les trois Régions du territoire belge.

#### Art. 35

Bruxelles Environnement - IBGE veillera au nom de la Région de Bruxelles-Capitale à ce que l'Ordonnance du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale du 7 mars 1991 relative à la prévention et à la gestion des déchets et l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2002 instaurant une obligation de reprise de certains déchets en vue de leur valorisation ou de leur élimination, soient strictement appliqués et les infractions verbalisées.

#### Art. 36

La Région de Bruxelles-Capitale s'engage à amender l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2002 instaurant une obligation de reprise de certains déchets en vue de leur valorisation ou de leur afin de permettre la mise en application de la présente convention environnementale.

#### Art. 37

Le cas échéant, les obligations de la présente convention environnementale seront adaptées aux dispositions de toute réglementation européenne relative aux pneus usés au cas où ces obligations y seraient contradictoires. La Région de Bruxelles-Capitale prendra les initiatives afin d'arriver de façon uniforme à une réglementation européenne.

### Art. 38

La Région de Bruxelles-Capitale s'engage, après concertation avec l'organisme de gestion, à prendre des initiatives pouvant contribuer à atteindre les objectifs de la présente convention environnementale, notamment :

- 1° En prenant les dispositions réglementaires complémentaires à son niveau ;
- 2° Apporter de l'attention à la destination des déchets lors des contrôles et autres traitement des dossiers ;
- 3° Montrer l'exemple lors de l'achat de services, travaux et produits en donnant préférence lors des marchés publics à une politique d'achat éthique et durable.

## **Chapitre 11 : Pneus usés utilisés comme couverture de silos par les agriculteurs**

### Art. 39

En dehors du cadre de la législation relative à l'obligation de reprise, les producteurs, l'organisme de gestion et la Région de Bruxelles-Capitale s'engagent à chercher ensemble avec le secteur agricole des solutions pour la collecte et le traitement des pneus qui sont utilisés comme couverture des silos dans le secteur agricole. Les moyens qui seraient utilisés à cette fin ne peuvent pas mettre en péril l'exécution de l'obligation de reprise et doivent être en fonction des possibilités financières de l'organisme de gestion et de la Région de Bruxelles-Capitale.

## **Chapitre 12 : Dispositions finales**

### Art. 40 Commission des litiges

§1 Une commission de litige sera constituée en cas de litige portant sur l'exécution de la convention environnementale. Cette commission sera composée ad hoc (en fonction de la nature du litige) et consistera toujours en deux représentants de la Région de Bruxelles-Capitale et deux représentants de l'organisme de gestion. Le président est élu parmi les représentants de la Région de Bruxelles-Capitale avec le consensus des quatre représentants.

§ 2 Les décisions seront prises par consensus. Si aucun consensus n'est atteint, la commission de litige fera rapport au Ministre compétent.

### Art. 41 Durée et échéance de la convention environnementale

§ 1 La convention environnementale entre en vigueur dix jours après sa publication au Moniteur belge. conformément à l'article 6 de l'Ordonnance du 29 avril 2004 relative aux conventions environnementales.

§ 2 La convention environnementale est conclue pour une période de cinq ans.

§3 Avec l'accord de toutes les parties, la présente convention environnementale peut être amendée pendant sa période de validité, comme stipulé à l'article 10 de l'Ordonnance du 29 avril 2004 relative aux conventions environnementales.

§ 4 La présente convention environnementale peut être résiliée moyennant le respect d'un délai de préavis de six mois. Si la résiliation n'émane pas de la Région de Bruxelles-Capitale, elle devra émaner de toutes les autres parties conjointement.

La notification du préavis se fera, sous peine de nullité, soit par lettre recommandée à la poste soit, par exploit d'huissier. Le délai de préavis entre en vigueur à partir du premier jour du mois suivant la notification.

Art. 42 Clause de compétence

Tout litige naissant de la présente convention environnementale ou y afférente pour laquelle la commission de litige ne trouve pas de solution comme stipulé à l'article 40 de la présente convention environnementale, relève de la compétence des tribunaux de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles.

Art. 43 Clause finale

La convention environnementale a été conclue à Bruxelles, le xxx et signée par les représentants de toutes les parties dont chacune reconnaît en avoir reçu un exemplaire de la convention environnementale.

**POUR LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE**

Le ministre-président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale

Charles Picqué

Ministre de l'Environnement, de l'Energie et de la Politique de l'Eau, de la Rénovation urbaine, de la lutte contre l'Incendie et l'Aide médicale urgente, du Logement

Evelyne Huytebroeck

**POUR LES ORGANISATIONS**

Pour l'asbl Confédération belge pour le Commerce et la Réparation automobiles et les Secteurs connexes

Freddy Van hoe

Pour l'a.s.b.l. Fédération du Matériel pour l'Automobile,

Monsieur Leon Nelissen

Pour l'a.s.b.l. SIGMA, Groupement des Représentants Généraux de Matériels pour les Travaux  
Publics et Privés, le Bâtiment et la Manutention,

Monsieur Luc Smeets, président;

Pour l'a.s.b.l. AGRIMADIS, Groupement des Représentants Généraux du Matériel Agricole,  
Horticole et de Jardinage,

Monsieur Jozef Vervaet, président;

Pour l'a.s.b.l. VEREMABEL, Groupement des Vendeurs-Réparateurs de Tracteurs et Machines  
agricoles de Belgique,

Monsieur Joost Merckx, président;

Pour l'a.s.b.l. FEBIAC, la fédération belge de l'Industrie de l'Automobile et du Cycle la  
Confédération sise à 1200 Bruxelles

Monsieur Pierre-Alain De Smedt, président ;

## **ONTWERP VAN MILIEUBELEIDSOVEREENKOMST BETREFFENDE DE TERUGNAMEPLICHT VOOR AFVALBANDEN**

Gelet op de Ordonnantie van de Raad van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 7 maart 1991 betreffende de voorkoming en het beheer van afvalstoffen;

Gelet op de Ordonnantie van de Raad van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 29 april 2004 betreffende de milieuovereenkomsten;

Gelet op het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2002 tot invoering van een terugnameplicht voor sommige afvalstoffen met het oog op hun nuttige toepassing of hun verwijdering ;

Gelet op de milieuovereenkomst van 12 december 2002 betreffende de terugnameplicht van afvalbanden.

Gelet op het feit dat, overeenkomstig de Ordonnantie van de Raad van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 29 april 2004 betreffende de milieuovereenkomsten, het ontwerp van de milieuovereenkomst het voorwerp is geweest van een openbare raadpleging en van een publicatie in het Belgisch Staatsblad van ...;

Gelet op de beslissing van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van [datum] betreffende de goedkeuring van de onderhavige milieuovereenkomst;

Overwegende dat het aangewezen is om voor afvalbanden die vrijkomen op de Belgische markt een geharmoniseerd intergewestelijk beleid betreffende de terugnameplicht te behouden;

Overwegende dat de producenten, tussenhandelaars en eindverkopers evenals het beheersorgaan de op hen toepasselijke wetgeving en reglementering, hierin begrepen, doch niet beperkt tot deze inzake milieu, fiscaliteit, sociale zekerheid en mededinging, dienen na te leven bij de uitvoering van deze milieuovereenkomst.

### **DIT GEZEGD ZIJNDE, KOMEN DE VOLGENDE PARTIJEN :**

1° Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,  
vertegenwoordigd door de heer C. PICQUE, Minister-President, en door mevrouw E. HUYTEBROECK, Minister van Leefmilieu, Energie en Waterbeleid, Stadsvernieuwing, Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp en Huisvesting,

hierna genoemd "het Gewest";

En

2° de volgende organisaties:

- de vzw FEDERAUTO , de Belgische Confederatie van de Autohandel en –reparatie en van de Aanverwante sectoren, gevestigd Jules Bordetlaan 164, 1140 Brussel, vertegenwoordigd door de heer Freddy Van hoe, voorzitter in naam van;
  - GDA, Groepering van Autodealers en -Agenten, gevestigd Jules Bordetlaan 164, 1140 Brussel, vertegenwoordigd door de heer Carl Veys, voorzitter,
  - de Groepering van Handelaars in Tweedehandse Voertuigen, gevestigd Jules Bordetlaan 164, 1140 Brussel, vertegenwoordigd door de heer Alexandre Leemans, voorzitter,
  - REPARAUTO, de Groepering van Autoreparatiebedrijven, gevestigd Jules Bordetlaan 164, 1140 Brussel, vertegenwoordigd door de heer Eric Geentjens, voorzitter,
  - Groepering van Bandenspecialisten gevestigd Jules Bordetlaan 164, 1140 Brussel, vertegenwoordigd door de heer Réginald Delmarche, voorzitter,
  - Groepering van Service - Stations gevestigd Jules Bordetlaan 164, 1140 Brussel, vertegenwoordigd door de heer Franck Pirotte, voorzitter,
  - FEDERMOTO, de Groepering van de Verdelers van motorrijwielen, gevestigd Jules Bordetlaan 164, 1140 Brussel, vertegenwoordigd door de heer Guido Brenders, voorzitter;
- de vzw Federatie Automateriaal, aangesloten bij de vzw FEDERAUTO, gevestigd Jules Bordetlaan 164, 1140 Brussel, vertegenwoordigd door de heer Leon Nelissen, voorzitter, in naam van:
 

Groepering van nationale en regionale Distributeurs van Automaterialen gevestigd Jules Bordetlaan 164, 1140 Brussel, vertegenwoordigd door de heer Leon Nelissen, voorzitter;
- de vzw SIGMA, Federatie van de algemeen vertegenwoordigers van materieel voor openbare en private werken, voor de bouw en voor goederenbehandeling, aangesloten bij de vzw FEDERAUTO, gevestigd Jules Bordetlaan 164,1140 Brussel, vertegenwoordigd door de heer Luc Smeets, voorzitter;
- de vzw AGRIMADIS, Groepering van alleenvertegenwoordigers van landbouw-, tuinbouw- en tuinmaterieel, aangesloten bij de vzw FEDERAUTO, gevestigd Jules Bordetlaan 164,1140 Brussel, vertegenwoordigd door de heer Jozef Vervaet;
- de vzw VEREMABEL, Groepering van verkopers en herstellende van tractoren en landbouwmachines in België, aangesloten bij de vzw FEDERAUTO, gevestigd Jules Bordetlaan 164,1140 Brussel, vertegenwoordigd door de heer Joost Merckx;
- de vzw FEBIAC, Belgische Federatie der Auto en Rijwielnijverheden, gevestigd Woluwedal 46, bus 6, 1200 Brussel, vertegenwoordigd door de heer Pierre-Alain De Smedt, voorzitter;

Hierna samen aangeduid als « de partijen » ;

## **OVEREEN WAT VOLGT :**

### **Hoofdstuk 1 : Algemene bepalingen**

#### Art. 1 Juridisch kader

De onderhavige milieuovereenkomst bepaalt de uitvoeringswijze van de terugnameplicht van afvalbanden overeenkomstig hoofdstuk IV van het Besluit van de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 18 juli 2002 tot invoering van een terugnameplicht voor sommige afvalstoffen met het oog op hun nuttige toepassing of hun verwijdering.

De onderhavige milieuovereenkomst is verbindend voor de voornoemde partijen alsook voor de producenten/invoerders, tussenhandelaars en eindverkopers die onderworpen zijn aan de terugnameplicht inzake afvalbanden en die hetzij lid zijn van de ondertekenende organisaties van de onderhavige milieuovereenkomst en hiertoe een mandaat hebben verleend aan deze organisaties, hetzij geen lid zijn van één van deze organisaties, maar een toetredingsovereenkomst hebben gesloten met het beheersorganisme. Een lijst van producenten/invoerders, tussenhandelaars en eindverkopers die verbonden zijn door de onderhavige milieuovereenkomst wordt ter beschikking gesteld van het BIM.

#### Art.2 Definities en begrippen

§ 1 De begrippen en definities vermeld in de Ordonnantie van de Raad van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 7 maart 1991 betreffende de voorkoming en het beheer van afvalstoffen en het Besluit van de regering van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2002 tot invoering van een terugnameplicht voor sommige afvalstoffen met het oog op hun nuttige toepassing of hun verwijdering of het Besluit dat dit Besluit vervangt, zijn van toepassing op deze milieuovereenkomst, onverminderd de aanvullende definities in deze milieuovereenkomst omschreven.

§2 Voor de toepassing van deze milieuovereenkomst wordt verstaan onder :

1. Beheersplan: een document dat minstens de volgende delen bevat :
  - Een preventieplan;
  - Een overzicht van de acties voor ondernemingen, tussenpersonen en gebruikers;
  - Een overzicht van de acties betreffende de inzameling en verwerking van afvalbanden;
  - Een financieel plan;
  - De homologatiecriteria van de operatoren;
  - Een methode van opvolging.
2. Hergebruik: het opnieuw aanwenden van een band in het afvalstadium voor hetzelfde doel of soortgelijk doel als waarvoor de band oorspronkelijk bestemd was en dit zonder loopvlakvernieuwing of andere fysieke of chemische wijziging.
3. Voorbereiding met het oog op hergebruik: elke controle-, schoonmaak- of reparatiehandeling met het oog op de valorisatie, via dewelke afvalbanden die afvalstoffen geworden zijn, voorbereid worden om hergebruikt te worden zonder andere voorbehandeling.
4. Band: elke volle of lucht rubberband met inbegrip van bandages met uitzondering van de fietsbanden.
5. Herbruikbare band: een band die voldoet aan de wettelijke normen inzake het aanwenden voor het doel waarvoor de band oorspronkelijk bestemd was en die doorverkocht of afgestaan wordt via een circuit dat bestemd is om de band verder te

gebruiken voor het doel waarvoor de band ontworpen was en dit zonder fysieke of chemische wijziging.

6. Afvalband: elke band die niet of niet meer kan gebruikt worden voor het doel waarvoor de band oorspronkelijk bestemd was en waarvan de houder zich ontdoet, voornemens is of verplicht is zich te ontdoen. Het betreft zowel rechapeerbare als valoriseerbare banden.
7. Rechapeerbare band: een afvalband die na demontage en in de staat waarin hij zich bevindt niet meer in aanmerking komt voor hergebruik en waarvan het loopvlak kan vervangen worden zodat hij opnieuw voor het doel waarvoor hij oorspronkelijk bestemd was, kan aangewend worden.
8. Valoriseerbare band: een afvalband die na demontage en in de staat waarin hij zich bevindt niet meer in aanmerking komt voor hergebruik en die niet meer kan worden gerechapeerd.
9. Operator: elke natuurlijke of rechtspersoon die over de wettelijke vergunningen en erkenningen beschikt die vereist zijn voor de uitoefening van zijn dienstprestaties voor eigen rekening of voor rekening van derden.
10. Gehomologeerde operator: elke operator aan wie het beheersorganisme een homologatie of certificatie heeft afgeleverd die hem toelaat al dan niet betaalde diensten te leveren, voor eigen rekening of voor rekening van derden, in opdracht van het beheersorganisme in het kader van de uitvoering van de milieuovereenkomst en die de voor zijn activiteit relevante modelovereenkomst heeft afgesloten met het beheersorganisme.
11. Ophaler: elke gehomologeerde operator waarvan de activiteit bestaat uit het ophalen van afvalbanden bij de geregistreerde ophaalpunten.
12. Geregistreerd ophaalpunt: een verkooppunt dat toetreedt tot het ophalingssysteem dat werd opgezet door het beheersorganisme of een geregistreerde gebruiker of een plaats waar afvalbanden kunnen worden gedeponeerd en waarvan de exploitant middels een toetredingsovereenkomst is toegetreden tot het ophalingssysteem dat door het beheersorganisme wordt opgezet.
13. Sorteerder: elke gehomologeerde operator waarvan de activiteit bestaat uit het sorteren van afvalbanden met het oog op hun hergebruik, loopvlakvernieuwing en recycling of andere wijzen van nuttige toepassing.
14. Voorbehandelingsbedrijf : elke gehomologeerde en vergunde operator, gemachtigd door de overheid conform de reglementering en waarvan de activiteit bestaat uit het behandelen van valoriseerbare afvalbanden met het oog op hun gebruik in een industrieel proces of als vervangingsbrandstof (energetische valorisatie). Elk bedrijf dat granulaat of geshredderde banden produceert, wordt beschouwd als voorbehandelingsbedrijf.
15. Verwerkingsbedrijf: elke gehomologeerde of erkende operator door het beheersorganisme en gemachtigd door de overheid conform de reglementering waarvan de activiteit bestaat uit de nuttige toepassing van niet-herbruikbare afvalbanden, al dan niet na de voorbehandeling, ofwel om het gebruik van dergelijke banden mogelijk te maken in een industrieel proces of als vervangingsbrandstof (energetische valorisatie), of als karkas bestemd voor loopvlakvernieuwing en die de voor zijn activiteit relevante modelovereenkomst afgesloten heeft.

## 16. Het Instituut : Het Brussels Instituut voor Milieubeheer of Leefmilieu Brussel.

### Art. 3 Doelstellingen

- §1 De volgende bepalingen zijn van toepassing op de verwerking van ingezamelde afvalbanden in toepassing van de terugnameplicht:
- 1° alle afvalbanden die worden aangeboden, worden ingezameld met een maximum van 100% van de hoeveelheid nieuwe banden die door de producenten die een toetredingsovereenkomst hebben gesloten met het beheersorganisme, op de markt gebracht worden;
  - 2° de eerste handeling na de inzameling zal bestaan uit het sorteren tussen herbruikbare en niet-herbruikbare banden;
  - 3° het totale percentage hergebruik door de sorteerder, loopvlakvernieuwing en recyclage van de ingezamelde banden bedraagt minstens 55%;
  - 4° de andere ingezamelde banden zullen energetisch worden gevaloriseerd;
  - 5° de verwijdering van afvalbanden is niet toegelaten.

Niettegenstaande de 100% vermeld onder het punt 1° hierboven, zal er een minimum inzamelingspercentage van 85% bereikt moeten worden van de door de producenten/invoerders die tot het beheersorganisme zijn toegetroten, op de Belgische markt gebrachte banden. Indien dit percentage niet bereikt wordt, zal het beheersorganisme een rapport opstellen voor de drie gewesten met de redenen waarvoor deze drempel niet bereikt werd en waarin maatregelen worden voorgesteld om deze doelstelling te kunnen bereiken.

- §2 Om deze doelstellingen maximaal te bereiken, sluit het beheersorganisme met de gehomologeerde operatoren enerzijds overeenkomsten af voor de ophaling en het sorteren van de afvalbanden en anderzijds overeenkomsten voor de voorbehandeling en de verwerking van de afvalbanden. Het is niet uitgesloten dat het beheersorganisme met eenzelfde gehomologeerde operator beide overeenkomsten afsluit. Daarbij zal het beheersorganisme gepaste stimuli uitwerken om de doelstellingen te bereiken.
- §3 Het beheersorganisme zal in overleg met Leefmilieu Brussel - BIM een studie uitvoeren die toelaat de resultaten en het potentieel voor loopvlakvernieuwing correct in te schatten. Het beheersorganisme zet een monitoringsysteem op dat toelaat om de door de niet-gehomologeerde operatoren met het oog op loopvlakvernieuwing, hoeveelheid ingezamelde banden te registreren. De resultaten moeten geëvalueerd kunnen worden.
- §4 Het beheersorganisme zal in overleg met Leefmilieu Brussel - BIM de milieu-impact van de verwerkingstechnieken laten evalueren met inbegrip van het logistieke aspect.

### Art. 4 Toepassingsgebied

Deze milieuovereenkomst is van toepassing op alle banden bestemd voor de vervangmarkt en de banden bestemd voor eerste montage met uitzondering van banden die deel uitmaken van een voertuig zoals gedefinieerd in het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 september 2001 betreffende de erkenning van de exploitanten van verwijderingscentra voor afgedankte voertuigen die ertoe gemachtigd zijn een vernietigingsattest af te geven en betreffende de exploitatievoorwaarden van die centra, en waarvoor de terugnameplicht moet uitgevoerd worden door de voertuigproducent.

## **Hoofdstuk 2 : Preventie : veiligheid en milieu**

### Art. 5 Preventie

Het beheersorganisme en de individuele producenten en invoerders nemen de nodige initiatieven inzake kwalitatieve en kwantitatieve preventie om de milieu-impact te verminderen zonder dat hierbij het veiligheidsaspect in het gedrang komt. Dit zal onder meer gerealiseerd worden via voorlichting van de gebruikers.

Deze initiatieven hebben onder meer als doel bij te dragen tot:

- duurzaam gebruik van banden door de gebruikers;
- levensduurverlenging van banden;
- verlaging van de CO<sub>2</sub>-uitstoot door het juiste gebruik van de band;
- initiatieven op het vlak van kwalitatieve preventie zoals de samenstelling van de band en slijtvastheid;
- informatieverlening over banden waarvan het loopvlak vernieuwd is: rekening houdend met het feit dat loopvlakvernieuwing heel belangrijk is op milieuvlak omdat het de natuurlijke hulpbronnen spaart en energie bespaart die nodig zijn voor de fabricatie, verbinden het beheersorganisme en de individuele producenten zich ertoe maatregelen te nemen om het grote publiek te informeren over de bestaande voordelen en alternatieven bij het kopen van banden waarvan het loopvlak vernieuwd is.

#### Art. 6 Preventieplan

- §1 Om tot de in artikel 5 omschreven preventiedoelen bij te dragen, stelt het beheersorganisme een preventieplan op. Dit preventieplan bevat minstens:
- een overzicht van de geplande acties door het beheersorganisme om kwantitatieve en kwalitatieve preventie te bevorderen;
  - een overzicht van de individueel geplande acties door de producenten en invoerders aangesloten bij het beheersorganisme om kwantitatieve en kwalitatieve preventie te bevorderen;
  - indicatoren bij de geplande activiteiten in functie van de evaluatie van de inspanningen en/of het resultaat
- §2 Zes maanden na ondertekening van deze milieuovereenkomst legt het beheersorganisme een preventieplan ter goedkeuring voor aan Leefmilieu Brussel - BIM
- §3 Het beheersorganisme rapporteert jaarlijks over de uitvoering van het preventieplan. Het preventieplan zal jaarlijks worden geëvalueerd op basis van de indicatoren en resultaten en, indien nodig, elk jaar in overleg met Leefmilieu Brussel - BIM worden bijgewerkt.

### **Hoofdstuk 3 : Selectieve inzameling en sortering**

#### Art. 7 Inzameling van afvalbanden bij de producenten en invoerders, tussenhandelaars en eindverkopers

- §1 De tussenhandelaars en eindverkopers engageren zich om alle afvalbanden die aangeboden worden door particulieren gratis in ontvangst te nemen, zelfs indien er geen nieuwe band wordt aangekocht. In dit laatste geval beperkt het engagement zich tot 4 afvalbanden per huishouden.
- §2 De afvalbanden die door producenten en invoerders, tussenhandelaars en eindverkopers in uitvoering van de terugnameplicht teruggenomen worden, worden ingezameld op één van de volgende wijzen:

- de eindverkopers kunnen de banden terug mee geven met de tussenhandelaar van nieuwe banden;
- de producenten, tussenhandelaars en eindverkopers kunnen de afvalbanden laten inzamelen door een ophaler. De lijst met ophalers is consulteerbaar op de website van het beheersorganisme;
- de producenten en invoerders, tussenhandelaars en eindverkopers kunnen de afvalbanden naar een vergund verwerkingsbedrijf die door het beheersorganisme erkend of gehomologeerd is, brengen.

§3 Het beheersorganisme stelt een ophaalplan op dat de praktische inzameling van afvalbanden uitwerkt. Dit plan wordt aan Leefmilieu Brussel - BIM voorgelegd voor goedkeuring.

§4 Het beheersorganisme zal een modelovereenkomst voor ophaling en sortering opstellen die minimaal toelaat om de doelstellingen vooropgesteld in deze milieuovereenkomst te halen.

§5 De geregistreerde ophaalpunten verbinden zich ertoe om valoriseerbare banden alleen af te leveren aan of te laten ophalen door gehomologeerde operatoren en om de banden afgeleverd voor loopvlakvernieuwing aan niet gehomologeerde operatoren, te rapporteren aan het beheersorganisme.

#### Art. 8 Inzameling van afvalbanden bij de rechtspersonen van publiek recht

§1 Conform artikel 7 §1 zorgen de producenten en invoerders, tussenhandelaars en eindverkopers zelf voor een inzamelnetwerk met voldoende geografische spreiding zonder gebruik te maken van de containerparken van de rechtspersonen van publiek recht.

§2 Als rechtspersonen van publiek recht wensen dat afvalbanden op kosten van het beheersorganisme opgehaald worden, moeten zij hiertoe een overeenkomst afsluiten met het beheersorganisme. De lijst met ophalers is consulteerbaar op de website van het beheersorganisme.

§3 Het beheersorganisme stelt een modelovereenkomst met de rechtspersonen van publiek recht op en raadpleegt hierbij de overkoepelende vereniging van de lokale overheden. Deze regelt onder meer de praktische modaliteiten van de ophaling met het oog op verwerking.

#### Art. 9 Sortering

Alle afvalbanden die worden ingezameld, moeten gesorteerd worden om hergebruik en loopvlakvernieuwing mogelijk te maken. Hiertoe zal het beheersorganisme overeenkomsten afsluiten met operatoren.

### **Hoofdstuk 4 : Voorbehandeling en verwerking van afvalbanden**

#### Art. 10 Verwerking

De valoriseerbare afvalbanden, conform artikel 2, §2, punt 7, van deze milieuovereenkomst, worden verwerkt met het oog op het halen van de doelstellingen zoals vermeld in artikel 3. Hiertoe zal het beheersorganisme overeenkomsten afsluiten met operatoren. Daarbij zal het beheersorganisme gepaste stimuli uitwerken om de doelstellingen te bereiken.

#### Art. 11 Modelovereenkomst

Het beheersorganisme zal de modelovereenkomsten voor voorbehandeling en verwerking ter goedkeuring voorleggen aan Leefmilieu Brussel – BIM. Deze modelovereenkomsten moeten minimaal toelaten om de doelstellingen vooropgesteld in deze milieuovereenkomst te halen.

## **Hoofdstuk 5 : Sensibilisering**

### Art. 12

Het beheersorganisme zorgt voor de sensibilisering van de gebruikers in verband met de inzameling en verwerking van afvalbanden in uitvoering van deze milieuovereenkomst en conform het preventieplan. Elke algemene voorlichtingscampagne die het beheersorganisme wil voeren, wordt vooraf ter goedkeuring voorgelegd aan Leefmilieu Brussel - BIM.

### Art. 13

De eindverkoper moet op een duidelijk zichtbare plaats in elk van zijn verkooppunten een bericht aanbrengen waarop onder de titel "TERUGNAMEPLICHT" is aangegeven op welke wijze hij voldoet aan de bepalingen van onderhavige milieuovereenkomst en op welke wijze de koper zich kan ontdoen van zijn afvalband. Ook bij verkoop buiten een verkoopsruimte moet de consument hierover geïnformeerd worden. Het sensibiliseringsmateriaal dat door het beheersorganisme ter beschikking wordt gesteld, is aan het voorafgaand advies van Leefmilieu Brussel - BIM onderworpen.

## **Hoofdstuk 6 : Financiering**

### Art. 14 Milieubijdrage

- §1 De producenten die een toetredingsovereenkomst met het beheersorganisme hebben afgesloten, betalen ter financiering van de activiteiten van het beheersorganisme, aan het beheersorganisme een milieubijdrage per band bij het op de Belgische markt brengen van deze band. Deze milieubijdrage kan verschillen per type band.
- §2 Voor wat de banden van eerste montage betreft die onder het toepassingsgebied van deze milieuovereenkomst vallen, traden de verplichtingen die voortvloeien uit het hoofdstuk IV van het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2002 tot invoering van een terugnameplicht voor sommige afvalstoffen met het oog op hun nuttige toepassing of hun verwijdering, in werking op 1 mei 2009.
- §3 Het bedrag van de milieubijdrage zal bepaald worden door het beheersorganisme, rekening houdend met de vermoedelijke kosten voor ophaling en verwerking en meer in het algemeen haar verplichtingen in uitvoering van deze milieuovereenkomst. De bedragen van de milieubijdrage moeten voor advies aan Leefmilieu Brussel - BIM worden voorgelegd. Het bedrag is jaarlijks herzienbaar.
- §4 De producenten/invoerders, tussenhandelaars en eindverkopers verbinden zich ertoe geen banden te verkopen op de Belgische markt waarop geen milieubijdrage betaald werd of waarvoor geen sluitend systeem van terugname wordt bewezen. Deze clausule zal deel uitmaken van de toetredingsovereenkomst tot het beheersorganisme.
- §5 De milieubijdragen met vermelding van de bedragen worden steeds, per band en per type, afzonderlijk op de factuur vermeld.

## Art. 15 Financieel plan

- §1 Het beheersorganisme legt uiterlijk 6 maanden na ondertekening van de milieuovereenkomst een financieel plan voor de looptijd van de milieuovereenkomst ter advies aan Leefmilieu Brussel - BIM voor. Dit plan bevat de berekening en de verantwoording van de milieubijdrage.
- §2 Het beheersorganisme legt jaarlijks voor 1 oktober een actualisatie van het plan voor het volgende kalenderjaar ter advies voor.

## **Hoofdstuk 7 : Rapportering**

### Art. 16 Rapportagetaken van het beheersorganisme

- §1 Het beheersorganisme stelt voor 1 juli van elk jaar de volgende gegevens over het voorgaande kalenderjaar ter beschikking van Leefmilieu Brussel - BIM.
1. de totale hoeveelheid banden, uitgedrukt in kilogram, soorten en aantallen, die in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest op de markt werd gebracht;
  2. de totale hoeveelheid afvalbanden, inclusief die welke in aanmerking komen voor hergebruik, uitgedrukt in kilogram en soorten, die in het kader van de uitoefening van de terugnameplicht werd ingezameld;
  3. de inrichtingen waar en de wijze waarop de ingezamelde afvalbanden werden verwerkt;
  4. de totale hoeveelheid afvalbanden uitgedrukt in kilogram, die:
    - a) werd uitgesorteerd voor hergebruik;
    - b) een nieuw loopvlak kreeg;
    - c) werd gebruikt voor materiaalrecyclage;
    - d) energetisch werd gevaloriseerd.
- §2 Het beheersorganisme rapporteert voor 1 juli van elk jaar ook over:
1. de toelichting bij de resultaten;
  2. het preventieplan (cf. artikel 6);
  3. de wijze van inzameling en verwerking, inclusief de lijst van ophalers en verwerkingsbedrijven;
  4. het financieel beheer;
  5. al de andere maatregelen uit het beheersplan.

### Art. 17

De tussenhandelaars en de eindverkopers van banden stellen vóór 31 januari van elk jaar gegevens ter beschikking van het beheersorganisme over het aantal en soort ingezamelde banden dat werd afgevoerd voor loopvlakvernieuwing naar niet gehomologeerde operatoren tijdens het voorgaande kalenderjaar.

### Art. 18 Financiële rapportering

- §1 Het beheersorganisme en Leefmilieu Brussel – BIM wijzen gezamenlijk een doorlichtingsbedrijf aan dat ermee belast is de rekeningen van het beheersorganisme en de gegevens vermeld in artikel 16, §2, 4°, te controleren zodat er kan worden nagegaan dat de financiële stromen worden aangewend overeenkomstig de doelstelling van deze milieuovereenkomst. Het doorlichtingsbedrijf brengt jaarlijks schriftelijk verslag uit aan het beheersorganisme en Leefmilieu Brussel - BIM.

§2 Leefmilieu Brussel – BIM kan elke bijkomende informatie in het kader van de doorlichting vragen die ze nuttig acht om na te gaan of de financiële stromen met de opdrachten van het beheersorganisme overeenstemmen.

#### Art. 19

Voor de rapportering geldt:

1. de cijfergegevens die in het kader van de terugnameplicht aan Leefmilieu Brussel – BIM worden verstrekt, worden gecertificeerd door een onafhankelijk controleorganisme;
2. de cijfergegevens van overbrengers en verwerkingsbedrijven die in het kader van de terugnameplicht aan het beheersorganisme of de producent/invoerder worden geleverd, worden gecertificeerd door een onafhankelijk controleorganisme;
3. de cijfergegevens die in het kader van de terugnameplicht door de producenten en invoerders aan het beheersorganisme worden verstrekt, worden gecertificeerd door een onafhankelijk controleorganisme. Het beheersorganisme of een door haar aangestelde derde kan deze taak overnemen op voorwaarde dat alle leden minstens 1 maal per 3 jaar gecontroleerd worden en het beheersorganisme over deze actie en de resultaten jaarlijks rapporteert aan Leefmilieu Brussel - BIM;

#### Art. 20 Informatie

Het beheersorganisme stelt via zijn website permanent volgende informatie ter beschikking aan Leefmilieu Brussel – BIM:

1. de lijst van de producenten/invoerders die een toetredingsovereenkomst hebben afgesloten met het beheersorganisme;
2. de lijst van de geregistreerde ophaalpunten;
3. de lijst van de ophalers, sorteerders en voorbehandelingsbedrijven waarmee het beheersorganisme een overeenkomst heeft afgesloten;
4. de lijst van de gehomologeerde of erkende verwerkingsbedrijven en voorbehandelingsbedrijven waarop een beroep wordt gedaan voor de verwerking van de in uitvoering van deze milieuovereenkomst teruggenomen afvalbanden.

#### Art. 21 Confidentialiteit van de gegevens

Indien de partijen het nodig achten kan een systeem uitgewerkt worden dat de confidentialiteit van de gegevens garandeert.

### **Hoofdstuk 8 : Taken en verantwoordelijkheden van de sector**

#### Art. 22 Taken en verantwoordelijkheden van de organisaties

§1 De organisaties richten samen met de producenten en invoerders een beheersorganisme op onder de vorm van een vereniging zonder winstgevend doel, conform de wet van 27 juni 1921 waarbij aan de vereniging zonder winstgevend doel en aan de instellingen van openbaar nut rechtspersoonlijkheid wordt verleend.

§2 De organisaties doen samen met de producenten en invoerders aangesloten bij het beheersorganisme het nodige om de werking van het beheersorganisme te garanderen teneinde alle afspraken uit de milieuovereenkomst te kunnen naleven.

#### Art. 23 Taken en verantwoordelijkheden van de producenten en invoerders

§1 De producenten en invoerders richten samen met de organisaties een beheersorganisme op onder de vorm van een vereniging zonder winstgevend doel

conform de wet van 27 juni 1921 waarbij aan de vereniging zonder winstgevend doel en aan de instellingen van openbaar nut rechtspersoonlijkheid wordt verleend.

- §2 De producenten en invoerders sluiten een toetredingsovereenkomst af met het beheersorganisme. Het beheersorganisme stelt hiertoe een modelovereenkomst op.
- §3 De producenten en invoerders aangesloten bij het beheersorganisme ondernemen samen met de organisaties het nodige om de werking van het beheersorganisme te garanderen teneinde alle afspraken uit de milieuovereenkomst te kunnen naleven.
- §4 De producenten en invoerders zijn verantwoordelijk voor de financiering van het beheersorganisme.
- §5 De producenten en invoerders doen inspanningen inzake preventie om de milieu-impact te verminderen zonder dat hierbij het veiligheidsaspect in het gedrang komt en informeren het beheersorganisme hierover ter uitvoering van de bepalingen onder het hoofdstuk preventie van deze milieuovereenkomst.
- §6 De producenten en invoerders betalen het beheersorganisme een milieubijdrage per band bij het op de Belgische markt brengen van deze band. De producenten en invoerders verbinden zich ertoe geen banden onderworpen aan de terugnameplicht, te verkopen op de Belgische markt waarop geen milieubijdrage betaald werd of waarvoor geen sluitend systeem van terugname wordt bewezen.
- §7 De milieubijdrage wordt afzonderlijk vermeld op de factuur conform het artikel 14 §5.
- §8 Conform art. 7 §5, verbinden de producenten en invoerders zich ertoe om valoriseerbare banden alleen af te leveren aan of te laten ophalen door gehomologeerde operatoren en om de banden afgeleverd voor loopvlakvernieuwing aan niet gehomologeerde operatoren, te rapporteren aan het beheersorganisme.

#### Art. 24 Taken en verantwoordelijkheden van de eindverkopers

- §1 De eindverkopers engageren zich om alle afvalbanden die aangeboden worden door particulieren gratis in ontvangst te nemen volgens de voorwaarden onder artikel 7 §1.
- §2 De eindverkopers van banden stellen voor 31 januari van elk jaar alle rapportagegegevens conform artikel 17 ter beschikking van het beheersorganisme.
- §3 De eindverkopers werken mee aan de sensibilisering conform de bepalingen betreffende de sensibilisering (cf. artikelen 12 en 13) van de onderhavige milieuovereenkomst.
- §4 Overeenkomstig art. 7 §5, verbinden de eindverkopers zich ertoe om valoriseerbare banden alleen af te leveren aan of te laten ophalen door gehomologeerde operatoren en om de banden afgeleverd voor loopvlakvernieuwing aan niet gehomologeerde operatoren, te rapporteren aan het beheersorganisme.
- §5 De milieubijdrage, zoals bepaald in artikel 14, wordt toegepast bij montage van een nieuwe band, behalve indien de klant het bewijs voorlegt dat deze milieubijdrage reeds werd betaald. De geïnde bijdrage zal aan het beheersorganisme doorgestort worden conform de bepalingen van artikel 14.
- §6 De eindverkopers vermelden de milieubijdrage afzonderlijk op de factuur conform artikel 14, §5.

## Art. 25 Taken en verantwoordelijkheden van de tussenhandelaars

- §1 De tussenhandelaars engageren zich om alle afvalbanden die aangeboden worden door particulieren, gratis in ontvangst te nemen volgens de voorwaarden onder artikel 7 §1.
- §2 De tussenhandelaars in banden stellen voor 31 januari van elk jaar alle rapportagegegevens conform artikel 17 ter beschikking van het beheersorganisme.
- §3 De tussenhandelaars werken mee aan de sensibilisering conform de artikelen 12 en 13 van de onderhavige milieuovereenkomst.
- §4 Overeenkomstig art. 7 §5, verbinden de tussenhandelaars zich ertoe om valoriseerbare banden alleen af te leveren aan of te laten ophalen door gehomologeerde operatoren en om de banden afgeleverd voor loopvlakvernieuwing aan niet gehomologeerde operatoren, te rapporteren aan het beheersorganisme.
- §5 De milieubijdrage zoals bepaald in artikel 14 wordt toegepast bij montage van een nieuwe band, behalve indien de klant het bewijs voorlegt dat deze milieubijdrage reeds werd betaald. De geïnde bijdrage zal aan het beheersorganisme doorgestort worden conform de bepalingen van artikel 14.
- § 6 De tussenhandelaars vermelden de milieubijdrage afzonderlijk op de factuur conform artikel 14 §5.

## **Hoofdstuk 9 : Taken van het beheersorganisme**

### Art. 26

Het beheersorganisme zal alle beheerstaken op zich nemen die nodig zijn voor de uitvoering van de milieuovereenkomst, onder meer:

1. de initiatieven inzake preventie;
2. de sensibilisering conform artikel 12;
3. het beheer van de ophaling van afvalbanden;
4. het beheer van de verwerking van de afvalbanden;
5. het voldoen aan de informatieverplichtingen aan Leefmilieu Brussel – BIM en aan de actoren betrokken bij de uitvoering van deze milieuovereenkomst;
6. het opzetten van een controlesysteem samen met de tussenhandelaars en operatoren in verband met de herkomst van de afvalbanden;
7. de monitoring van de resultaten en de uitvoering van de andere bepalingen van deze milieuovereenkomst;
8. de rapportering aan Leefmilieu Brussel – BIM conform de bepalingen uit hoofdstuk 7 van deze milieuovereenkomst;
9. de onderzoeken bedoeld in artikel 3 §1, §3.en §4.

### Art. 27

Het beheersorganisme streeft naar een zo groot mogelijke uniformiteit inzake administratieve procedures en logistiek.

### Art. 28 Beheersplan

Het beheersorganisme legt uiterlijk 6 maanden na ondertekening van de milieuovereenkomst een beheersplan ter goedkeuring voor aan Leefmilieu Brussel - BIM voor de looptijd van de milieuovereenkomst, waarin het aangeeft hoe het de bepalingen van de milieuovereenkomst zal uitvoeren. Het beheersplan bevat minimaal uitvoeringsmodaliteiten van de bepalingen in

artikel 26. Het beheersorganisme legt jaarlijks voor 1 oktober een actualisatie voor het volgende kalenderjaar ter goedkeuring voor.

#### Art. 29 Financieel plan

Het beheersorganisme legt uiterlijk 6 maanden na ondertekening van de milieuovereenkomst een financieel plan inclusief de berekening van bijdragen voor de looptijd van de milieuovereenkomst ter advies voor aan Leefmilieu Brussel – BIM. Het beheersorganisme legt jaarlijks voor 1 oktober een actualisatie voor het volgende kalenderjaar ter advies voor aan Leefmilieu Brussel - BIM.

#### Art. 30 Modelovereenkomsten

Het beheersorganisme legt alle modelovereenkomsten die ter uitvoering van deze milieuovereenkomst gebruikt worden ten laatste 6 maanden na de ondertekening van de milieuovereenkomst ter goedkeuring voor aan Leefmilieu Brussel - BIM. Elke wijziging in modelovereenkomsten moet vooraf door Leefmilieu Brussel – BIM goedgekeurd worden.

#### Art. 31 Raad van Bestuur

Leefmilieu Brussel – BIM zal namens het Gewest de rol van waarnemer vervullen in de Raad van Bestuur en de Algemene Vergadering van het beheersorganisme. Daartoe ontvangt Leefmilieu Brussel – BIM tijdig de uitnodigingen en verslagen. In de Raad van Bestuur van het beheersorganisme zetelt minstens één afgevaardigde van de distributie.

#### Art. 32 Overleg

Met het oog op de uitvoering van deze milieuovereenkomst zal het beheersorganisme in functie van het thema overleg plegen met de representatieve organisaties die de eindverkopers of de tussenhandelaars of de lokale overheden of de ophalers of de verwerkingsbedrijven vertegenwoordigen. Het beheersorganisme zal ook op vraag van Leefmilieu Brussel – BIM of de overkoepelende verenigingen van de betrokken actoren overleg organiseren met deze overkoepelende verenigingen van de betrokken actoren.

#### Art. 33 Toetreding

§1 Het beheersorganisme mag de toetreding van geen enkele onderneming weigeren waarop de in deze milieubeleidovereenkomst bedoelde terugnameplicht van toepassing zou kunnen zijn. Het beheersorganisme kan van deze verplichting afwijken indien er ernstige redenen zijn en na goedkeuring van Leefmilieu Brussel – BIM.

§2 Het beheersorganisme legt de toetredingsovereenkomst ter advies voor aan Leefmilieu Brussel - BIM.

### **Hoofdstuk 10 : Engagements van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest**

#### Art. 34

Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest zal overleggen met de andere gewestelijke overheden om in de mate van het mogelijke een geharmoniseerde gewestelijke regelgeving voor het Belgische grondgebied inzake terugnameplicht van afvalbanden te hanteren.

#### Art. 35

Leefmilieu Brussel - BIM zal er namens het Brussels Hoofdstedelijk Gewest over waken dat de Ordonnantie van de Raad van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 7 maart 1991

betreffende de voorkoming en het beheer van afvalstoffen en het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2002 tot invoering van een terugnameplicht voor sommige afvalstoffen met het oog op hun nuttige toepassing of hun verwijdering, stringent worden toegepast en overtredingen worden geverbaliseerd.

#### Art. 36

Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest verbindt er zich toe het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2002 tot invoering van een terugnameplicht voor sommige afvalstoffen met het oog op hun nuttige toepassing of hun verwijdering te amenderen teneinde de uitvoering van deze milieuovereenkomst mogelijk te maken.

#### Art. 37

De verplichtingen in deze milieuovereenkomst zullen aangepast worden aan de bepalingen van een eventuele Europese regelgeving betreffende afvalbanden indien de verplichtingen strijdig zijn met deze Europese regelgeving. Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest neemt de nodige initiatieven om op een uniforme wijze te komen tot een Europese regelgeving.

#### Art. 38

Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest verbindt er zich toe, na overleg met het beheersorganisme, initiatieven te nemen die kunnen bijdragen tot het bereiken van de doelstellingen van deze milieuovereenkomst onder andere door:

- 1° op haar niveau de nodige aanvullende reglementaire bepalingen te treffen;
- 2° aandacht te besteden aan de bestemming van afvalstoffen bij controles en andere dossierbehandeling;
- 3° een voorbeeldfunctie te vervullen bij de aankoop van diensten, werken en producten door in overheidsopdrachten oog te hebben voor een ethisch en duurzaam aankoopbeheer.

### **Hoofdstuk 11 : Afvalbanden die als afdeklaag gebruikt worden bij landbouwers**

#### Art. 39

Buiten het kader van de wetgeving met betrekking tot de terugnameplicht, engageren de producenten, het beheersorganisme en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest zich om in samenwerking met de landbouwsector, oplossingen te zoeken voor de inzameling en verwerking van de afvalbanden die als afdeklaag gebruikt worden in de landbouwsector. De middelen die hiervoor zouden worden ingezet, mogen de uitvoering van de terugnameplicht niet in het gevaar brengen en moeten in verhouding staan tot de financiële mogelijkheden van het beheersorganisme en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

### **Hoofdstuk 12 : Slotbepalingen**

#### Art. 40 Geschillencommissie

- §1 In geval van een geschil over de uitvoering van de milieuovereenkomst zal een geschillencommissie samengesteld worden. Deze commissie wordt ad hoc samengesteld (afhankelijk van de aard van het geschil) en bestaat altijd uit twee vertegenwoordigers van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en twee vertegenwoordigers van het beheersorganisme.
- §2 De voorzitter wordt gekozen uit de vertegenwoordigers van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en in consensus aangeduid door de 4 vertegenwoordigers.

§ 2 De beslissingen worden bij consensus genomen. Indien geen consensus kan worden bereikt, brengt de geschillencommissie verslag uit bij de bevoegde Minister.

#### Art. 41 Duur en einde van de milieuovereenkomst

§ 1 De milieuovereenkomst treedt in werking op de tiende dag na de publicatie van de milieuovereenkomst in het Belgisch Staatsblad, conform het artikel 6 van de Ordonnantie van 29 april 2004 betreffende de milieuovereenkomsten.

§ 2 De milieuovereenkomst wordt afgesloten voor de duur van 5 jaar.

§3 Met het akkoord van alle partijen kan de onderhavige milieuovereenkomst gedurende haar geldigheidsperiode geamendeerd worden, zoals gestipuleerd in het artikel 10 van de Ordonnantie van 29 april 2004 betreffende de milieuovereenkomsten.

§ 4 Deze milieuovereenkomst kan worden opgezegd mits inachtneming van een opzeggingstermijn van zes maanden. Indien de opzegging niet uitgaat van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, moet zij gebeuren door de andere partijen gezamenlijk. De kennisgeving van de opzegging gebeurt op straffe van nietigheid, hetzij bij een ter post aangetekende brief, hetzij bij deurwaardersexploot. De opzeggingstermijn begint te lopen vanaf de eerste dag van de maand volgend op de kennisgeving.

#### Art. 42 Bevoegdheidsbeding

Elk geschil dat uit deze milieuovereenkomst ontstaat of ermee verband houdt en waarvoor geen oplossing kan worden gevonden in de geschillencommissie zoals bedoeld in artikel 40 van deze milieuovereenkomst, wordt voorgelegd aan de rechtbanken van het gerechtelijk arrondissement Brussel.

#### Art. 43 Slotbepaling

De milieuovereenkomst wordt gesloten te Brussel, op xxx en wordt ondertekend door de vertegenwoordigers van alle partijen. Elke partij erkent haar exemplaar van de milieuovereenkomst te hebben ontvangen.

### **VOOR HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST**

De minister-voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering

Charles Picqué

Minister belast met Leefmilieu, Energie en Waterbeleid, Stadsvernieuwing, Brandbestrijding  
en Dringend Medische Hulp en Huisvesting

Evelyne Huytebroeck

## **VOOR DE ORGANISATIES**

Voor de v.z.w. FEDERAUTO, de Belgische Confederatie van de Autohandel en –reparatie  
en van de aanverwante Sectoren

Freddy Van hoe

Voor de v.z.w. Federatie Automateriaal

Leon Nelissen

Voor de v.z.w. SIGMA, Federatie van de Algemeen Vertegenwoordigers van Materieel voor  
Openbare en Private Werken, voor de Bouw en voor Goederenbehandeling

Luc Smeets

Voor de v.z.w. AGRIMADIS, Groepering van Alleenvertegenwoordigers van Landbouw-,  
Tuinbouw- en Tuinmaterieel,

Jozef Vervaet

Voor de v.z.w. VEREMABEL, Groepering van de Verkopers-Herstellers van Tractoren en  
Landbouwmachines in België,

Joost Merckx

Voor de v.z.w. FEBIAC, Belgische Federatie der Auto en Rijwielnijverheden

Pierre-Alain De Smedt